

La priorité de l'Union européenne: s'élargir ou s'approfondir? *

Varujan Vosganian**

Tous les débats sur l'élargissement de l'Union Européenne sont liés aux événements qui ont commencé avec l'année 1989. L'année 1989 a eu une valeur symbolique pour l'humanité, montrant que l'aspiration à la liberté des nations ne peut être méprisée et restreinte. C'était une manière spectaculaire de marquer le bicentenaire de la Révolution française, même si, d'une certaine manière, elle marquait aussi son échec, montrant, après deux siècles d'expérimentations sanglantes, que les hommes ne peuvent pas être à la fois libres et totalement égaux.

Pourtant, l'effervescence de la fin du XXe siècle a créé l'illusion de toutes les possibilités. Le paradigme de ces années-là suggérait que l'humanité avait la chance d'une évolution dans laquelle la guerre froide et l'affrontement des grandes puissances dans un monde bipolaire disparaîtrait, les flux économiques seraient mondiaux et sans restrictions, la réduction des armements stratégiques, principalement nucléaires, deviendra un fait, et le triomphe du libéralisme apportera un millénarisme de fin de l'histoire différent de celui de l'utopie communiste.

Après trente-cinq ans, on constate malheureusement que le paradigme a bel et bien changé, mais pas dans le sens d'une amélioration, mais de sa détérioration. Les affrontements qui opposent les grandes puissances n'ont pas disparu, et le monde, de bipolaire, est devenu multipolaire, le risque d'affrontements augmentant de façon expo-

nentielle. Les flux économiques sont fracturés par des conflits guerriers, des crises, des blocus, des sanctions et des monopoles. De plus en plus d'obstacles apparaissent sur la voie de la globalisation, et la mondialisation, rarement évoquée, est plutôt devenue un concept idéologique, souvent associé à l'expansionnisme. Les accords sur la non-prolifération des armes stratégiques ont perdu de leur actualité, le danger nucléaire revient de manière menaçante, les arsenaux, au lieu de diminuer, augmentent et le nombre d'États se déclarant puissances nucléaires augmente lui aussi. Quant au libéralisme, il est de plus en plus confronté à des formules non démocratiques et antilibérales, à la prédominance impérieuse de l'intérêt public sur l'intérêt privé, aux pratiques néo-marxistes, aux menaces techniques contre la singularité de la personne. De plus en plus gêné par les déboires de l'autoritarisme, du politiquement correct et des batailles pour les ressources, le libéralisme paradisiaque risque de se réfugier, avec nostalgie, dans les pages des manuels scolaires et les étagères des bibliothèques.

Dans ce contexte tendu, où la géopolitique est de plus en plus contaminée par l'expansionnisme et le mercantilisme, où les fondements identitaires des États risquent d'être ébranlés et où la démocratie est confrontée à de nombreux défis, le débat sur le rôle et l'importance de l'Union Européenne revient aujourd'hui plus vif que jamais. Le titre que j'ai choisi n'a rien d'ironique. Cela

*Alocuțiune rostită la Seminarul internațional „Penser l'Europe” (ediția a XXI-a)
(3-4 octombrie 2024, Aula Academiei Române)

** Scriitor, președintele Uniunii Scriitorilor din România

découle du document le plus récent concernant l'engagement sur l'élargissement de l'Union Européenne. Il s'agit des conclusions du Conseil de l'UE telles qu'elles résultent du document préparé par le Secrétariat Général du Conseil. Je cite le point 2 des conclusions : « *Le Conseil réaffirme son engagement en faveur de l'élargissement. Le Conseil insiste sur l'importance qu'il y a à faire en sorte que l'UE puisse maintenir et approfondir son propre développement, y compris sa capacité à intégrer de nouveaux membres. L'élargissement constitue un investissement géostratégique dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité.* ». La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine montre que l'élargissement est également une priorité stratégique.

Ma présentation comprendra trois parties.

La première partie fait référence à l'importance de l'élargissement de l'Union Européenne pour les États membres et j'évoquerai naturellement le cas de la Roumanie. Au cours des deux décennies qui se sont écoulées depuis la conclusion des négociations, à savoir l'année 2004, précédant l'adhésion de la Roumanie, la société roumaine, notamment en termes économiques, a connu des changements majeurs. D'une économie en développement, la Roumanie est devenue un pays moyennement développé.

Un certain nombre de processus à long terme ont amélioré la qualité de l'environnement économique :

- Amélioration des mécanismes de l'économie de marché;
- Limitation de l'intervention de l'État dans l'économie;
- L'établissement des mécanismes de concurrence;
- Le contrôle des subventions;
- La responsabilité des objectifs d'équilibre budgétaire établis par le traité de Maastricht et, par la suite, par le Pacte budgétaire;
- L'adoption d'une législation sur le blanchiment d'argent;
- Des critères de prudence bancaire, selon les accords de Bâle;

- L'application du SEC (Système européen de comptabilité);

- L'extension pour la Roumanie de la politique agricole commune, du financement à travers les fonds de cohésion et structurels, selon les programmes budgétaires pluriannuels de l'Union Européenne.

La Roumanie a reçu de l'Union Européenne, depuis son adhésion jusqu'à aujourd'hui, près de 70 milliards d'euros et a contribué au budget de l'Union à hauteur de 24,20 milliards d'euros. Sur les quelque 70 milliards d'euros reçus par la Roumanie depuis son adhésion, environ 45 milliards l'ont été entre 2007 et 2013 et 33 milliards entre 2014 et 2020. Le PIB en termes nominaux est passé de 289 milliards de lei en 2004 à près de 1 800 milliards de lei, soit six fois en euros 60,8 milliards à 350 milliards d'euros. Le salaire minimum de 280 lei au 1er janvier 2004 à 3 700 lei, le salaire moyen de 687 à 5550 et la pension moyenne de 265 à 2032, alors que l'inflation a eu une croissance de 250%. Cela signifie que le niveau de vie des roumains a eu une amélioration considérable. Elle se reflète dans la parité de pouvoir d'achat par rapport à la moyenne européenne qui est passée de 30% à plus de 80%.

En 2017, lors de la session scientifique d'avril, La Roumanie dans l'Union Européenne, Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie, a déclaré que depuis juillet 2015, la Roumanie remplissait les conditions requises par le Traité de Maastricht. Malheureusement, les décisions politiques ultérieures ainsi que la stratégie de lutte contre la pandémie ont conduit à une situation différente. Actuellement, hormis le critère de volatilité face à la monnaie européenne, nous ne remplissons plus aucun des critères. En fait, le débat sur l'adhésion à l'euro, initialement prévue pour 2012, s'est déplacé au début de la prochaine décennie.

Dans la deuxième partie je voudrais évoquer les objectifs liés à la politique d'élargissement de l'Union Européenne. Pour la Roumanie, le statut de pays candidat offert à la Moldavie et à l'Ukraine est très important. Le fait que deux ans

seulement après l'octroi du statut de pays candidat, les négociations entre l'UE et la Moldavie aient commencé est particulièrement encourageant. Il convient de noter que la République de Moldavie a signé un partenariat de sécurité et de défense avec l'UE, le premier du genre jamais conclu avec un pays partenaire.

Le Conseil a reconnu que la République de Moldavie a démontré un engagement clair en faveur de son processus de réforme. Afin de continuer à avancer sur la voie de l'adhésion, des progrès durables et tangibles dans les réformes, notamment dans les domaines de l'État de droit, de la justice et des droits fondamentaux, revêtent une importance cruciale pour la République de Moldavie.

Personnellement, je considère la possibilité de l'existence future de deux États roumains dans l'Union Européenne comme un premier pas vers l'union des deux pays. Je suis un unioniste irrévocable, même si cet objectif semble assumé d'une manière trop idéaliste.

La Roumanie a raté l'union en 1991, lorsque, dans le contexte de l'écclatement de l'Union Soviétique et de l'acquisition de l'indépendance de la République de Moldavie, les décisions des deux Parlements auraient été suffisantes. Avec l'adhésion de la Roumanie, l'unification ne serait plus possible qu'au sein de l'Union Européenne, après l'adhésion de la Moldavie.

Évoquer l'état des négociations avec l'Ukraine n'est qu'une manière de répéter ce que j'ai dit sur la Moldavie, sans parler bien sûr de la question nationale. Les deux États ont conclu des accords d'association avec l'Union Européenne et ont tous deux ouvert les chapitres des négociations cette année, juin 2024. Et pour les deux États, la priorité est désormais la manière dont ils respectent l'article 2 du traité sur l'Union Européenne, article qui fait référence au respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités.

Troisièmement, un dernier impératif est d'ordre géopolitique et justifie avant tout la néces-

sité d'une nouvelle expansion. Une telle équation a été clairement exprimée dans les conclusions du sommet de Grenade en octobre, lorsqu'il a été déclaré que « l'élargissement est un investissement géopolitique dans la paix, la sécurité et la prospérité... Parallèlement, l'Union doit jeter les bases et mener à bien les mesures internes nécessaires aux réformes ».

Il est clair que l'importance de l'élargissement de l'UE est liée aux options en matière de sécurité européenne, ce qui, dans le contexte de la guerre avec l'Ukraine et des défis pour la République de Moldavie, justifie l'inquiétude de l'Union Européenne. En outre, la coordination des politiques d'élargissement entre l'OTAN et l'Union Européenne s'est manifestée au cours des dernières décennies, ce qui montre que l'élargissement de l'UE revêt de plus en plus une dimension sécuritaire. En pratique, à l'exception de l'Irlande, de l'Autriche et de Malte, tous les autres États membres de l'UE sont également membres de l'OTAN. Il est vrai que le contexte de guerre avec la Russie place la coordination des deux expansions dans une perspective différente.

L'élargissement de l'UE implique également une capacité de l'Union à intégrer les nouveaux États. Pour être honnête, cette capacité n'a même pas été prise en compte lors des vagues d'adhésion à partir de 2004. Seule la préparation des États candidats a été préoccupante, mais pas celle des États membres. Le mur de Berlin n'était pas seulement une frontière physique. C'était aussi une question de mentalités. Dans ce domaine, notamment en ce qui concerne l'attitude à l'égard de la famille, la politique d'immigration et d'autres encore, des mesures restent à prendre. L'UE ne peut pas fonctionner à plusieurs vitesses, tout comme elle ne peut pas se transformer en fédération.

« Les pressions géopolitiques, les migrations et la guerre à nos portes, les pandémies, la numérisation, les problèmes d'expansion – l'eurodéputé Guy Verhofstadt (Belgique, Open VLD) a justifié son initiative – nécessitent des adaptations. Des biens communs qu'un pays ne peut réaliser seul: capable d'agir également en

matière de sécurité et de défense, de développement durable, de transformation numérique, de lutte contre les pandémies et, de manière générale, de santé et de solidarité. Une capacité d'exécution qui n'existe pas actuellement.

La révolution technologique. Renaissance industrielle. Aujourd'hui, seuls les États-Unis, la Chine et l'Inde disposent des moyens adéquats pour garantir leur souveraineté, et non l'Union Européenne en l'absence d'un véritable marché technologique et d'investissements suffisants dans des structures critiques telles que le cloud.

Clairement, dans de telles perspectives, la question européenne n'est plus exclusivement théorique, ni idéologique ; il ne s'agit plus de savoir si nous voulons plus ou moins d'Europe, ni quelle Europe nous voulons. C'est la question de reprendre et de redéfinir l'identité européenne. Il faut aussi redonner une nouvelle vitalité à la démocratie européenne dans un monde multipolaire, avec moins de multilatéralisme, qui n'est plus dominé par l'Occident et qui privilégie avant tout les rapports de force sur la coopération.

